



HAL
open science

Compte rendu de l'ouvrage de Alessandro Stanziani, 'La qualité des produits en France, XVIIIème-XXème siècle'

Christine Musselin

► To cite this version:

Christine Musselin. Compte rendu de l'ouvrage de Alessandro Stanziani, 'La qualité des produits en France, XVIIIème-XXème siècle'. Sociologie du Travail, 2005, 47 (1), pp.141-144. 10.4000/sdt.25989 . hal-03458842

HAL Id: hal-03458842

<https://sciencespo.hal.science/hal-03458842>

Submitted on 30 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Alessandro Stanziani (Ed.), La qualité des produits en France (XVIII^e–XX^e siècles), Belin, Paris, 2003 (345 p.)

Le livre dirigé par Alessandro Stanziani attire le lecteur par ses ambitions et ses partis pris. D'une part, il aborde la question de la qualité à partir des produits ; d'autre part, il laisse une large place à des contributions qui ne portent pas sur la période contemporaine

(six sur les dix que compte l'ouvrage) ; enfin, il réunit des auteurs venant de perspectives disciplinaires différentes.

L'introduction, rédigée par A. Stanziani, s'ouvre sur une synthèse élégante (bien que certainement un peu obscure pour qui commencerait par ce texte pour se familiariser avec la question de la qualité). Il y expose les différents défis posés par cette notion et les réponses qu'ont tenté d'apporter les économistes, les sociologues, les juristes et les historiens, puis éclaire le choix des textes par les questionnements dont l'ouvrage souhaite traiter.

Un plan chronologique a été adopté pour organiser les contributions. La première partie, est donc centrée sur « La construction de la qualité sous l'Ancien Régime ». Comme le montre explicitement Philippe Minard en s'interrogeant sur le rôle des réglementations imposées par Colbert, ces dispositifs entravaient moins le marché qu'ils ne permettaient les échanges en garantissant la qualité des produits, en assurant la police des comportements et en réduisant les asymétries d'information. Jean-Yves Grenier va dans le même sens et affirme qu'il faut penser les règlements de cette époque comme une « institution indispensable au marché », dans une société où les prix des produits étaient fixés selon le « juste prix » ou « la juste valeur des choses ». On se situait alors dans une « économie de connaisseurs », reposant sur des experts ou arbitres capables d'identifier les marchandises, de les nommer, de dire leur vraie valeur. Ces experts, dont la contribution de Lilaine Hilaire-Pérez, montre qu'ils étaient aussi chargés de certifier la valeur et l'efficacité des inventions et qu'ils appartenaient pour partie à la sphère savante mais aussi pour partie à celle des métiers, des manufactures ou des réseaux administratifs (car il s'agissait aussi bien de révéler les qualités intrinsèques des produits ou des innovations que leurs qualités extérieures liées aux usages), s'appuyaient sur les réglementations, nomenclatures, tableaux et règles de production pour classer, identifier, estimer les produits.

La seconde partie porte sur la mise en place des normes de contrôle de qualité, une fois effectué le passage à l'économie libérale, c'est-à-dire au XIX^e et au début du XX^e siècle. On y trouve les trois contributions qui le plus explicitement soulignent les apports d'une analyse qui part des produits : le savon de Marseille pour Pierre-Paul Zalio ; le vin pour A. Stanziani ; et les conserves alimentaires pour Martin Bruegel. Malgré la singularité des cas analysés, plusieurs points communs, que je me contenterai de lister, ressortent de leur lecture : le rôle souvent mineur des consommateurs dans la définition des produits et de leur qualité ; la variété et le nombre des acteurs impliqués (producteurs de matière première, manufacturiers, distributeurs, mais aussi régions de production, associations professionnelles etc.) ; la difficulté qu'ils ont à élaborer des accords (ou des conventions) partagés, les limites des réglementations ou des lois et leur fréquente incapacité à clore la controverse. Le rapport d'interdépendance (ou d'indexation) entre les controverses et leurs évolutions d'une part, et les modes de production et les conceptions de l'activité productive qu'ils portent d'autre part, est de plus particulièrement bien mis en évidence dans les chapitres de P.-P. Zalio et de M. Bruegel.

La troisième partie aborde les problèmes contemporains de qualification des produits. Elle ne possède pas la même cohérence interne que les deux premières dont les contributions étaient plus complémentaires et renvoyaient implicitement les unes aux autres. La trame chronologique retenue pour le plan montre ici sa faiblesse. D'un point de vue analytique, l'étude de la crise de la vache folle menée par Jérôme Bourdieu est plus proche, dans les mécanismes qu'il décrit, des textes de la seconde partie, même si on ne se situe pas

à la même époque. Il observe en effet la remise en cause des normes et des modes de classification à laquelle cette crise a donné lieu et la manière dont différents acteurs (en particulier ceux de la grande distribution) ont participé à la redéfinition du produit. Christian Bessy de son côté, décrit l'activité d'estimation et d'authentification à laquelle se livrent les commissaires-priseurs, mais aussi la manière dont, à travers la qualification, ils orientent les objets, organisent le marché et rassemblent les partenaires de la vente. Ce faisant, il aborde des thèmes qui ne sont pas propres au XX^e siècle et se trouvent de ce fait un peu isolés dans cet ouvrage. Par ailleurs, le style plus impressionniste de C. Bessy et J. Bourdieu contraste avec celui des auteurs qui les ont précédés, plus soucieux des détails, des informations concrètes, des descriptions fines.

Moins cohérente, un peu moins convaincante, la quatrième partie devient aussi plus aride quand on aborde les deux derniers chapitres, celui de Thierry Kirat sur « la responsabilité du fait des produits et l'appréhension judiciaire de la qualité des biens » et celui d'Évelyne Serverin sur « la sécurité des produits sur la scène juridique ». On retrouve certes entre ces deux textes les effets d'échos et de complémentarité présents dans les parties précédentes, mais malgré le réel intérêt que présente l'analyse de T. Kirat sur l'émergence de la responsabilité objective aux dépens de la responsabilité pour faute, en cas de produits défectueux ou d'activités nuisibles aux États-Unis, on regrette que ces deux derniers chapitres ne soient pas plus explicitement inscrits dans les questionnements annoncés au début de l'ouvrage.

Il est certain qu'une conclusion reprenant les ambitions de l'introduction et les apports principaux aurait été bienvenue. Elle aurait peut-être permis une meilleure mise en valeur des deux derniers chapitres. Elle aurait aussi aidé le lecteur à mieux cerner les points de convergence et les enseignements sur lesquels s'accordent les différents contributeurs. De multiples questions (passionnantes) ont été posées, des réponses (stimulantes) ont été développées, mais on laisse au lecteur le soin de les articuler entre elles.

Pas tout à fait cependant. Il faut en effet saluer le choix qui a été fait de terminer l'ouvrage par deux postfaces, l'une de Robert Salais et l'autre de Denis Woronoff. Chacun met en avant ce qu'il faut selon lui retenir de l'ouvrage et développe ainsi sa propre conclusion. Mais ils soulignent aussi, et R. Salais en particulier, les limites du livre ou bien les écueils auxquels n'ont pas su échapper les auteurs. Ces deux postfaces peuvent ainsi être lues comme des notes critiques, très éclairantes. Voilà une initiative particulièrement bienvenue à la fin d'un livre collectif et qui vient quelque peu compenser l'absence de conclusion.

Signalons aussi de petites lacunes, certes mineures, mais regrettables : les notes en fin de livre qui découragent bien vite de les lire systématiquement, l'absence de notes biographiques sur les auteurs et leur appartenance disciplinaire et l'absence de bibliographie générale.

L'intérêt des contributions rassemblées dans cet ouvrage permet cependant de passer facilement outre ces détails. Notamment parce que la pluridisciplinarité n'y est pas seulement annoncée mais mise en œuvre. Mais aussi parce que l'apport de l'histoire pour l'analyse de la qualité est amplement démontré. Et enfin parce qu'on y trouve une approche conceptuelle mais aussi factuelle convaincante de ce qui se joue dans la qualification des produits. Tout l'ouvrage confirme ce qu'A. Stanziani affirme dans l'introduction et qui est l'une des lignes de force de ce livre et le point de ralliement de la plupart des textes qui y

sont réunis : « que l'approche privilégiée, soit historique, sociologique, économique ou juridique, la construction réelle de la qualité et son analyse passe par la prise en compte de trois niveaux : celui des administrations publiques, celui du marché et celui des règles de droit ».

Christine Musselin
*Centre de sociologie des organisations (CSO-FNSP/CNRS),
19, rue Amélie, 75007 Paris, France
Adresse e-mail : c.musselin@cso.cnrs.fr (C. Musselin).*